

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 24 FEVRIER 2014

Envoyé en préfecture le 11/03/2014

Reçu en préfecture le 11/03/2014

	SEBA EAU	SEBA ASSAINISSEMENT
Nombre	76	53
Quorum	39	27
Présents	40	31
Pouvoirs		2
Votants		33
Abstentions		0
Suffrages exprimés		33
Majorité requise		17
Pour		33
Contre		0

OBJET : N° 1.2 – ADMINISTRATION GENERALE – REGLEMENT SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF – MODIFICATION TOUCHANT AUX « ASSIMILES DOMESTIQUES » -

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre du mois de février, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération les délégués –énumérés ci-dessous-, des collectivités ayant transféré la compétence assainissement collectif et assainissement non collectif.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / COLOM Y CANALS Jacques (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / JEAN-BAPTISTE Bernard (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) /Mme STEMPERT Claude (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / PASCAL Jean (Faugères) / Mme HUOT Michèle et M. KAPPEL Roger (Labégude)/ MM. CHAMBON Roland et COURT Roland (Lachapelle Ss Aubenas) / CUTTIER Jean-François et GLEYZE Jean-Luc (Largentières) / RIEU Gilles (Laurac en Vivarais) / BOULLE Roland (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / Mme POUJADE Françoise (Ribes) / MM. GIBERT Alain (Rocles) / POUZACHE Jean (Ruoms) / FARGIER Gérard (Saint Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / Mme BAULAND Brigitte (Tauriers) / MM. BOYER Jacques (Ucel) / MONNIER Jean (Uzer) / JULY Jacky, LACROTTE Robert et SAUBIN Philippe (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / COSTE Jérôme (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. PLANCHER Francis (Joyeuse) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. SERRE Yves <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M., BACCONNIER Jean-Claude <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERVIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. CHAMBON Roland (CDC Vinobre) / BOUSCHON René (CDC Aubenas-Vals)
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. BARBE Jacky (Rosières) à M. CUTTIER Jean-François M. THIBON Max (Saint Alban Auriolles) à M. PASCAL Jean	
---	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / ROGIER Claude (Montréal) / SERRE Daniel (Ruoms) / TEYSSIER Christian (Saint Andréol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) /	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. PICOLLET Thierry (Fons) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. OZIL Jean, FALLOT Joseph et Mme LABROT Monique
---	---

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. AYMES Jean-Marie (Chassiers)/ D'IMPERIO Cédric (Fabras) / Mme SERRE Christine (Gros-pierres) / M. VEROLA Francis (Joannas) / Mme BREMOND Catherine (Labeaume) / MM. CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / CHAMBOREDON Robert (Malbosc) / DESORMEAUX Yves (Pont de Labeaume) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / ANATOLE Jacques (Rocher) / MOURARET Jean-Louis (Rosières) / LAURENT Bruno (Ruoms) / CHAL Emile (Saint Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / CHAMPETIER Eric (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / RAVEL Pascal (Ucel) / ISRAEL Jean-Marc (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CIVIER Stéphane (Aubenas) / ETIENNE Claude (Chirols) / SAISON Bernard (Joyeuse) /BENAHMED Claude, COROMINA Jean et POUGET Jean-Pierre (Vallon Pont d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. UGHETTO René et MARRON Jacques <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. LAURENT Bruno (CDC Gorges de l'Ardèche)
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. FALGON Guy (Chazeaux) / KRASOUSKY Bruno (Montréal) / ESPERANDIEU Jean-Claude (St André-De-Cruzières)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS :</u> Mme MARTIN-COUTAUD Viviane (Fons)
--	--

Le Secrétaire de séance est : M. COSTE Jérôme

**OBJET : N° 1.2 – ADMINISTRATION GENERALE –
REGLEMENT SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF –
MODIFICATION TOUCHANT AUX « ASSIMILES DOMESTIQUES » -**

Lors de sa réunion du 27 mai 2013, le Comité Syndical a approuvé un nouveau règlement pour le service d'assainissement collectif du SEBA.

Dans son article 4, le règlement prévoit que « peuvent être déversées dans les réseaux d'assainissement : les eaux usées domestiques et assimilées ». L'article 10 donne la définition des rejets assimilés domestiques (commerces de détail, activités tertiaires, hébergement des personnes,...). Il est complété par l'annexe 4 intitulée : « Prescriptions techniques pour les assimilés domestiques » qui apporte des précisions quant à certains assimilés (pressing à sec, métiers de bouche, dentistes, cabinets médicaux et piscines). Cette annexe ne dit rien en ce qui concerne les campings alors que des projets de raccordement de structures importantes sont en cours.

Aussi, il est proposé de compléter l'annexe 4 du règlement de service par des prescriptions applicables à l'ensemble des établissements de camping sur le territoire du SEBA (cf. **document joint**). Les paramètres proposés n'imposent à priori pas de prétraitement particulier. Par contre, les débits d'eaux rejetées pourront faire l'objet de prescriptions particulières en fonction de la capacité hydraulique du réseau en aval. En effet, l'article L 1331-71 du Code de la Santé Publique prévoit expressément que « *le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisation de l'eau assimilables à un usage domestique a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transfert et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation* ».

Cela signifie que d'autres catégories d'usagers « assimilés domestiques » sont susceptibles d'entrer dans ce même cadre. L'autorité organisatrice du service –le SEBA– devra en ce cas étudier dans les mêmes conditions l'acceptation de leurs rejets, en complétant si besoin l'annexe 4 du règlement de service. La Commission Consultative des Services Publics Locaux a émis un avis favorable à l'unanimité de ses membres présents, le 18 février 2014, tel que joint **en annexe**.

Le Comité Syndical est appelé à en débattre.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

« Campings » (Hôtellerie de plein air)

1) Responsabilité de l'établissement

L'établissement, même s'il est locataire des locaux dans lesquels il exerce ses activités, est responsable à ses frais de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente annexe.

2) Respect des valeurs limites d'émissions

Les eaux usées provenant d'établissement de l'hôtellerie de plein air doivent notamment respecter les valeurs limites d'émission imposées ci-dessous pour être admises au réseau d'eaux usées :

Paramètres Valeur limite d'émission

Demande Chimique Organique (DCO)	1 000 mg/l
Demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO5)	300 mg/l
Rapport DCO/DBO5	3
Azote global (NGL)	100 mg/l
Ammonium (NH4+)	80 mg/l
Phosphore total (PT)	50 mg/l
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 < pH < 8,5
Matières En Suspension (MES)	300 mg/l
Cadmium (Cd)	0,2 mg/l
Chrome (Cr)	0,5 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l
Mercure (Hg)	0,05 mg/l
Nickel (Ni)	0,5 mg/l
Plomb (Pb)	0,5 mg/l
Zinc (Zn)	2 mg/l
Indices hydrocarbures	10 mg/l
Graisse (Substances Extractibles à l'Hexane)	100 mg/l
Chlorures (Cl-)	400 mg/l
Sulfates (SO42-)	300 mg/l

Cette liste n'est pas exhaustive. Le gestionnaire du service public des eaux usées se réserve le droit de modifier les paramètres et les valeurs limite d'émission ou d'en ajouter.

Dans le cas où la capacité des ouvrages d'eaux usées est hydrauliquement limitée, le gestionnaire du service public des eaux usées pourra limiter les débits d'eaux rejetées.

3) Mise en place d'ouvrage de prétraitement

Les eaux usées assimilées domestiques doivent être si nécessaire prétraitées afin de respecter les valeurs limites d'émission avant rejet au réseau public des eaux usées.

Si un prétraitement est nécessaire, une canalisation dédiée doit acheminer uniquement les eaux concernées jusqu'à l'ouvrage de prétraitement.

Les ouvrages de prétraitement sont dimensionnés en fonction du débit entrant, du temps nécessaire pour prétraiter les eaux et selon les normes en vigueur le cas échéant. Ces dispositifs doivent être installés au plus près de la source de pollution.

La notion d'ouvrage de prétraitement comprend la mise en œuvre de bassin de rétention nécessaire au respect des valeurs limites d'émission et de débits de rejet imposés.

5) Mise en place d'autosurveillance

Il n'est pas demandé de réaliser des analyses d'eau et des mesures de débit si les ouvrages de prétraitement garantissent le respect des valeurs limites d'émission.

Toutefois, le gestionnaire du service public des eaux usées se réserve le droit de demander une autosurveillance (notamment au regard du respect du débit de rejet).

Dans tous les cas, les regards sont accessibles et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons d'eau et l'installation de dispositif de mesure de débit.

6) Obligation d'entretien et d'étalonnage

Tous les ouvrages d'eaux usées imposés à l'établissement doivent être surveillés, exploités et entretenus de façon à ne pas entraîner de dysfonctionnement du système d'assainissement collectif et à respecter les valeurs limites d'émission et débits de rejet imposés.

En particulier, les dispositifs de mesure et de prélèvement devront être étalonnés selon les normes en vigueur afin d'assurer la fiabilité des résultats.

JP/RT

EXTRAIT DU REGISTRE DES AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DU 18 FEVRIER 2014 SUR LA MODIFICATION DU REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF -

L'an deux mille quatorze, le dix-huit du mois de février à seize heures, la Commission Consultative des Services Publics Locaux du S.E.B.A., dûment convoquée par le Président du Syndicat, s'est réunie au Siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE sous la présidence de Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Présents :

Président du Syndicat :

- M. Jean PASCAL,

Délégués du Comité Syndical :

- M. Yves DESORMEAUX

- Mme Claude STEMPERT

SAUR :

- M. Yoann RENAULT

Excusés :

Délégués du Comité Syndical :

- M. Raymond PETROLACCI

Chambre d'Agriculture :

- M. Marc THIBON

Absents :

Délégués du Comité Syndical :

- M. Jean-François CUTTIER

- M. Jacques BOYER

- M. Jean OZIL

- M. Gérard FARGIER

- M. Jacques COLOM Y CANALS

- M. Jacky JULY

- M. Jacky BARBE

Chambre de Commerce et d'Industrie :

- M. Jean-Pierre DUCHAMP

M. le représentant de la Chambre des Métiers

M. le Représentant de l'Association des Consommateurs
de la Fontaulière

ASSECO CFDT :

- M. Guy CLEMENT

UDAF :

- M. Pierre DEVES

INDECOSA CGT :

- M. Roland TEOULLE

UFC QUE CHOISIR :

- Mme Geneviève KINDT

Le Président fait part à la Commission de la nécessité de se prononcer sur un avenant au règlement pour le service d'assainissement collectif du SEBA approuvé par le Comité Syndical lors de sa séance du 27 mai 2013.

En effet, dans son article 4, le règlement prévoit que « peuvent être déversées dans les réseaux d'assainissement : les eaux usées domestiques et assimilées ». L'article 10 donne la définition des rejets assimilés domestiques (commerces de détail, activités tertiaires, hébergement des personnes,...). Il est complété par l'annexe 4 intitulée : « Prescriptions techniques pour les assimilés domestiques » qui apporte des précisions quant à certains assimilés (pressing à sec, métiers de bouche, dentistes, cabinets médicaux et piscines). Cette annexe ne dit rien en ce qui concerne les campings alors que des projets de raccordement de structures importantes sont en cours.

Aussi, il est proposé de compléter l'annexe 4 du règlement de service par des prescriptions applicables à l'ensemble des établissements de camping sur le territoire du SEBA (cf. **document joint**). Les paramètres proposés n'imposent à priori pas de prétraitement particulier. Par contre, les débits d'eaux rejetées pourront faire l'objet de prescriptions particulières en fonction de la capacité hydraulique du réseau en aval. En effet, l'article L 1331-71 du Code de la Santé Publique prévoit expressément que « *le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisation de l'eau assimilables à un usage domestique a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transfert et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation* ».

Cela signifie que d'autres catégories d'utilisateurs « assimilés domestiques » sont susceptibles d'entrer dans ce même cadre. L'autorité organisatrice du service –le SEBA– devra en ce cas étudier dans les mêmes conditions l'acceptation de leurs rejets, en complétant si besoin l'annexe 4 du règlement de service.

Le Président met donc en débat ce point et demande à la Commission d'émettre un avis sur ces propositions.

A l'unanimité des membres présents, la Commission émet un avis favorable sur ces propositions.

Après avoir recueilli cet avis, le Président rappelle :

- que cet avis sera communiqué au Comité Syndical lors de sa séance du 24 février à 17 h 30 ;
- que cet avis sera joint à la délibération dudit Comité Syndical.

Pour extrait certifié conforme,

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL